

TOUS DANS LA RUE

contre la nouvelle école capitaliste pour une réforme progressiste

Les réformes du gouvernement en matière d'éducation se suivent et se complètent. Toutes concourent à isoler les individus (élèves ou travailleurs de l'éducation) pour les contraindre à se plier aux exigences de l'économie capitaliste.

Formation des enseignants : l'arnaque !

Dans une société où les connaissances vont croissant, pour former les générations futures, la priorité devrait être d'élever la maîtrise par les enseignants des savoirs et de la pédagogie. Au contraire, la « réforme » gouvernementale qui fait semblant de reprendre ces aspirations en s'appelant « mastérisation », les dévoie en dégradant la formation des futurs enseignants et en divisant les personnels.

✓ **L'État réduit son engagement dans la formation des futurs enseignants** en remplaçant une année de formation rémunérée dans les IUFM par des années supplémentaires à l'université à la charge des étudiants. Ceux qui n'ont pas les moyens de financer cinq années d'étude après le bac ne pourront plus s'orienter vers l'enseignement. Les universités, déjà surchargées, et étranglées par la LRU, ne pourront pas assurer le même encadrement des étudiants !

✓ **Formations disciplinaire et pédagogique abaissées.** Le nouveau concours fait peu de place à l'évaluation des connaissances... Et pendant leur année de formation, les candidats devront à la fois préparer le concours, valider un master et faire des stages dans des classes. Et suppression de la formation après le recrutement ! Résultat : des enseignants qui maîtriseront moins bien les savoirs qu'ils devront enseigner, et auront et encore moins de formation pédagogique ! Cette mastérisation-là nous fait perdre sur ces deux défis essentiels. Le ministère ne veut pas d'enseignants spécialistes de leur discipline dans le secondaire et mieux formés sur la diversité des savoirs dans le primaire, il veut des employés malléables, bouche-trous ; il méprise la formation au métier car la démocratisation scolaire n'est pas son projet, il veut satisfaire les patrons en livrant des quotas de travailleurs dociles à la formation plus ou moins haute mais pas reconnue. La formation des profs de lycée professionnel est quasiment « oubliée » par la réforme : ces élèves-là et leurs enseignants ne méritent pas la réflexion sur les exigences d'enseignement ???

✓ **Enfin, cette réforme divise les personnels** en multipliant les statuts différents pour un même métier. Les quelques recrutés fonctionnaires au salaire revalorisé en début de carrière et dévalorisé ensuite... les nombreux masterisés qui, avec la réduction du nombre de postes ouverts aux concours, seront condamnés à la précarité comme contractuels ou vacataires... moins coûteux et moins indépendants que les fonctionnaires...

Au contraire, l'élévation du niveau chez les enseignants, est indissociable avec leur stabilité donc leur statut de fonctionnaire, pour avoir l'esprit dégagé pour innover et s'impliquer dans la démocratisation scolaire. Et des fonctionnaires d'Etat pour assurer l'égalité de leur formation, donc de ce qu'ils enseigneront. C'est dans ce sens qu'une toute autre réforme doit être élaborée, pour un avenir où les enseignants seront mieux formés pour que chaque futur citoyen soit en maîtrise de savoirs et de capacités de réflexion de haut niveau.



Les savoirs et disciplines : pour quoi faire ?

Le débat sur les contenus de programmes, sur les filières, engage en réalité la définition de l'école : que doivent savoir les futurs adultes, citoyens et travailleurs ?

Les attaques contre l'histoire-géo et les SES, s'attaquent aux enseignements qui inter-rogent la société, en écho avec le dénigrement des lettres et des démarches d'in-terrogation en sciences, avec la réduction plus générale des savoirs à de l'application, avec les formations pro réduites à ce qui est utile au patron, avec les attaques des SHS à l'université.



Dessin publié dans Les Cahiers Pédagogiques.

Élections régionales : stratégiques !

Les régions doivent être des pôles de riposte à la politique de la droite, s'opposer aux décentralisations qui ne manqueront pas de venir. Les élus communistes refuseront le chantage gouvernemental consistant à dire « si vous voulez des options et filières riches, des dédoublements de cours, que les collectivités locales paient les profs vacataires ! ».

Les régions ne peuvent pas se contenter de construire de beaux établissements : ceux-ci hébergent des formations sur lesquelles l'État doit être interpellé sur sa responsabilité.

Avec tous ceux qui partagent ces objectifs, dans un front de gauche, nous en ferons les tribunes d'une politique nationale alternative et de progrès, pour l'école, l'université, et la société.

Réforme du lycée : pseudo-liberté, inégalités, précarité

Xavier Darcos a dû renoncer à sa réforme il y a un an. Luc Chatel feint d'avoir manœuvré en recul mais reprend ou prolonge de nombreux éléments des réformes les plus néfastes de ces dernières années.

✓ **Une fausse liberté.** La réforme contraint en réalité les enseignants et les établissements scolaires à gérer la pénurie de moyens. Les dédoublements de classes, qui permettent de travailler en petits groupes, sont actuellement garantis par des règles nationales, qui s'appliquent à tous. Désormais, chaque lycée devra procéder à ses propres arbitrages. Rien n'empêchera l'État de diminuer progressivement les moyens qui permettent ces aménagements.

✓ **Les inégalités seront renforcées par l'individualisation de la formation.** La part des enseignements communs à tous les élèves diminue fortement au profit d'enseignements optionnels et de deux heures « d'accompagnement personnalisé » pour chaque élève. C'est chaque lycée qui devra s'organiser, comme il le pourra, pour les organiser. On voit ici toute l'hypocrisie de la réforme. Sous prétexte de répondre aux besoins et aux aspirations de chaque élève, ces heures flottantes permettront d'ajuster les moyens humains.

✓ **Isoler les futurs travailleurs.** Accompagnement personnalisé, tutorat facultatif, « livret de compétences » : le lycéen sera livré au patron sans la protection d'une qualification commune à tous les bacheliers. Seul face à l'employeur pour faire la preuve de la valeur de ses « compétences individuelles », il sera seul aussi pour négocier ses conditions de travail et de rémunération.

Les économies à court terme ne sont pas les seuls objectifs de ces réformes. Avec un enseignement plus fragmentaire, des savoirs orientés vers moins de capacités critiques sur la société, focalisé sur la seule efficacité sur le futur poste de travail ou pour conduire seulement 50% d'une génération dans des sous-licence, avec des enseignants plus précaires courant le cachet dans plusieurs établissements pour survivre, donc moins disponibles à travailler à la réussite de tous les élèves, l'UMP, en accord avec le Medef et les objectifs de Lisbonne, prépare une société encore plus libérale et inégalitaire, prépare des futurs travailleurs uniquement en fonction des demandes des patrons intéressées uniquement par le profit, contraires aux aspirations humaines.

Au contraire, imposons une réflexion alternative sur les filières, les programmes, l'introduction de davantage de disciplines et de savoirs, mais pour viser avant tout la formation intellectuelle. Car l'esprit critique, les capacités de réflexion que permettent les savoirs complexes fournis par les disciplines sont utiles au citoyen et au travailleur.

Le Parti communiste au coeur des rassemblements populaires et citoyens

- Je désire être informé-e des initiatives du Parti communiste français
- Je décide d'être membre du Parti communiste français
- Je verse euros (chèque à: Association de financement du PCF)

Prénom et nom :

Adresse :

Téléphone :

Mail :

